



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

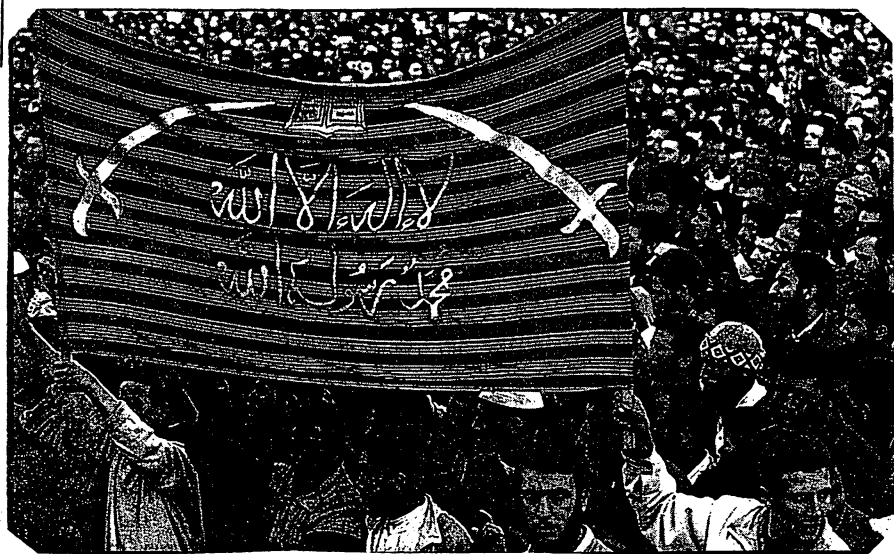
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 19 JANVIER 1992

N° 204

PRIX: 4 FF



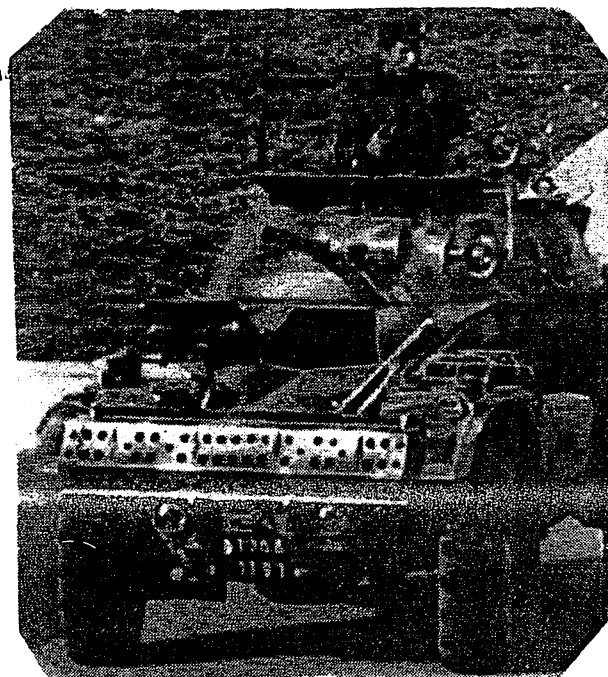
ALGERIE

LE FIS COMME L'ARMEE

SONT DES ENNEMIS

DES EXPLOITES

SOMMAIRE AU VERSO



SOMMAIRE**é d i t o r i a l**

- EDITORIAL

Page 2

- MALI

Page 3

- COTE D'IVOIRE

Page 4

- TCHAD

Page 6

ABONNEMENT**FRANCE:** 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en coupons-
réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P.
92114 - CLICHY Cedex

ALGERIE**LE FIS COMME L'ARMEE SONT
DES ENNEMIS DES EXPLOITES**

Sous prétexte de "sauver le processus démocratique en cours", l'armée a pris le contrôle du pouvoir après la démission du dictateur Chadli. Du coup, elle a annulé les élections législatives dont le premier tour avait déjà eu lieu et où le FIS avait raflé près de la moitié des sièges de l'Assemblée Nationale. Les généraux qui sont derrière ce coup d'Etat à peine voilé ont mis sur pied "un haut conseil d'Etat" où ils ont fait siéger quelques personnalités telles que Mohamed Boudiaf (un des dirigeants "historiques" du FLN, condamné à mort par Ben Bella puis exilé au Maroc depuis les premières années de l'indépendance) ou encore le recteur de la mosquée de Paris, pour faire croire qu'il s'agit d'un "consensus" pour empêcher l'Algérie d'entrer dans une guerre civile. Ces généraux, veulent-ils faire oublier que lors des émeutes de la faim d'octobre 1988, ce sont eux qui ont fait massacrer les manifestants qui protestaient contre la dégradation catastrophique de leur niveau de vie ? Il y a eu plusieurs centaines de morts lors de la répression de ces manifestations.

Aujourd'hui, pas plus qu'hier, les masses pauvres d'Algérie n'ont aucune illusion à se faire quant à la prétendue volonté de ces mêmes assassins qui dirigent l'armée de "protéger" une quelconque "démocratie". En envoyant leurs chars dans les quartiers populaires d'Alger, ce n'est pas seulement les dirigeants du FIS qu'ils veulent intimider. Ils veulent surtout montrer à tous les pauvres qui souffrent de la misère et de la dégradation permanente de leurs conditions de vie qu'ils sont de nouveau prêts à les massacrer, si jamais ils osent manifester dans les rues.

Les dirigeants du FIS, eux, crient à la trahison. Ils se voient floués de leur victoire électorale certaine. Du coup, ils jouent les victimes de la dictature. Mais c'est cette même dictature, aux couleurs de l'Islam, qu'ils s'apprêtaient à appliquer contre les populations pauvres si jamais ils arrivaient au pouvoir.

Le raz-de-marée électorale du FIS lors du premier tour des législatives s'explique par le fait qu'une partie importante des couches populaires s'est abstenue parce qu'écoeuvrée par la politique du FLN. Le FLN au pouvoir depuis 30 ans a représenté et représente encore

les intérêts de la bourgeoisie algérienne et des banques internationales. Ce sont ces gens-là qui ont exploité et pillé sans vergogne la population algérienne au point d'en jeter une partie dans les bras du FIS.

Mais si le FIS arrive demain au pouvoir, ce sera une dictature encore plus féroce contre les pauvres. Ce parti est ouvertement financé par certains capitalistes algériens, après l'avoir été (jusqu'à la guerre du Golfe) par les rois du pétrole tel celui de l'Arabie Saoudite. D'ailleurs le FIS donne comme modèle le Soudan, l'Arabie Saoudite et l'Iran, trois régimes qui se conduisent de manière impitoyable contre les déshérités.

Les Imams ou les Mollahs au pouvoir, ce serait, pour la société, un recul de plusieurs dizaines d'années en arrière. Ce serait le pouvoir de l'obscurantisme, des idées rétrogrades. Ce serait le bâillon contre les femmes, la soumission forcée de la jeunesse, et la Charia pour les pauvres. Ce serait aussi remplacer le droit des pauvres à la dignité par l'aumône.

La menace de l'intégrisme musulman n'est pas seulement vraie en Algérie.

Elle est réelle aussi dans d'autres pays, pas seulement dans les pays arabes, mais aussi en Afrique Noire. Au Nigéria, ce sont les dirigeants intégristes qui alimentent ou créent des conflits entre les ethnies ou entre les régions qui n'ont pas la même religion qu'eux. Ces conflits ont déjà fait des centaines de victimes.

Toutes les idées réactionnaires que véhiculent ces dirigeants religieux poussent sur le fumier de la misère, aggravée par la crise de l'économie capitaliste. Des millions de pauvres ne voyant aucune solution à leur misère peuvent se jeter dans les bras des intégristes qui leurs promettent une issue dans l'Islam. Mais c'est un piège mortel pour les exploités que de faire confiance à ces dirigeants démagogues et assassins. Car contre la misère, le dénuement et l'exploitation, il n'y a pas de solution venant du ciel. Seule la lutte des exploités eux-mêmes peut changer leur sort. C'est pour cela que, partout, il est nécessaire que les travailleurs s'organisent, créent leurs propres partis politiques révolutionnaires et se battent contre le système capitaliste qui est le vrai responsable de leur misère.

MALI

LA CAMPAGNE ELECTORALE BAT SON PLEIN

La campagne électorale pour les élections législatives, municipales et présidentielles bat son plein. Le gouvernement d'Amadou Toumani Touré et de Sacko a décidé d'augmenter le nombre de députés. Dans l'ancienne assemblée siégeaient quatre vingt députés; dans la future chambre - si future chambre il y a - il en aura cent vingt-neuf.

Les partis en lice qui pourraient se partager le gros morceau du gâteau sont: - l'USRDA, l'Union Soudanaise RDA, le parti de l'ancien dictateur Modibo Keita, l'ADEMA, parti dirigé par des néo-staliniens et l'UDPM, le parti des bourreaux qui ont assassiné plusieurs dizaines de personnes pendant les événements de l'année dernière. Les représentants de tous ces partis sillonnent toutes les régions du Mali pour faire leur

propagande; cette campagne touche également les travailleurs maliens qui vivent ici dans l'immigration. Tous ces représentants veulent faire croire aux pauvres gens, paysans et travailleurs, qu'il y aura des changements après les élections présidentielles et législatives

En réalité, il n'est même pas certain que les Galonnés cèdent le pouvoir aux civils, car les événements qui se sont déroulés en Algérie démontrent que les militaires ne cèdent pas quasi facilement le pouvoir aux civils, de leur propre gré. D'ailleurs, ce n'est un secret pour personne qu'une partie de l'armée malienne n'est pas d'accord avec Toumani Touré pour quitter le pouvoir.

Ce désaccord a éclaté au grand jour, en juillet dernier, quand certains

officiers ont voulu renverser le gouvernement d'Amadou Toumani Touré afin de s'emparer des rênes du pouvoir. Les petits bourgeois démocrates qui veulent simplement se contenter de ce petit jeu

démocratique à la sauce des Galonnés risquent d'être bien déçus par ces dictateurs en kaki nouvellement convertis de force à ce cinéma de la démocratie.

UN RESCAPE DE TAUDENI RACONTE L'ENFER DE SON BAGNE

Karim Dembélé, ancien compagnon de Kissima Doukouré et de Tiécoro Bagayoko, tous trois arrêtés en février en 1978, raconte dans un journal comment il a souffert dans "l'enfer de Taoudeni" durant son incarcération.

Taoudeni était, jusqu'en 1988, date de sa fermeture, une prison-mouroir au Nord de Tombouctou, créée pour abriter ceux qui avaient détourné des fonds publics. Mais en réalité, elle servait à incarcérer les opposants politiques. C'est dans cette prison que moururent en 1983 Kissima Doukouré et Tiécoro Bagayoko. Karim est l'un des rares rescapés de ce bagne.

Aujourd'hui, il dénonce la cruauté de cette prison et le sort ignoble qu'on y faisait subir aux bagnards. Il accuse les gardiens de cette prison d'avoir tué sous la torture ses deux compagnons de route.

Mais lui-même ainsi que ses deux compagnons, combien d'opposants ont-ils envoyés mourir dans ce bagne? Ils étaient tous les trois très hauts placés sous le



régime de Moussa Traoré et, à ce titre, ils étaient directement responsables des arrestations et des tortures qu'ils faisaient subir à leurs opposants avant de tomber eux-mêmes dans les griffes de Moussa Traoré.

C O T E D' I V O I R E

Les dockers en lutte

Les dockers du port d'Abidjan se sont mis en grève pour obliger le SEMPA, société qui les emploie, à satisfaire leurs revendications relatives, entre autres, au smig pour les permanents, au gardiennage du port, aux allocations familiales, aux congés payés etc...

Les activités du port ayant été paralysées par la grève, le manque à gagner des exploitants s'est fait rapidement sentir; le gouvernement et le SEMPA se sont vus obligés de négocier avec les

représentants des dockers. Après discussions, le SEMPA a promis de satisfaire les revendications au plus tard début janvier; en conséquence, les dockers ont accepté de suspendre leur grève. Ils menacent de la reprendre si le SEMPA ne tient pas sa promesse.

Les dockers ont raison de se méfier des promesses du SEMPA, car dans le passé, ce dernier n'a pas tenu ses engagements; seule la lutte peut l'obliger à les tenir.

Manifestation de chômeurs à Abidjan

Début janvier, des centaines de chômeurs sont venus manifester devant le ministère de l'Emploi et de la Fonction Publique pour réclamer du travail, un meilleur service des offres d'emploi etc..

N'ayant pas de boulot à proposer à ces chômeurs, le gouvernement leur a envoyé plutôt la police: plusieurs chômeurs ont

été brutalisés et blessés par des coups de matraque; d'autres ont été arrêtés. Voilà la réponse de ceux qui nous gouvernent quand des travailleurs au chômage réclament du travail pour vivre, pour faire vivre leur famille. Si d'autres travailleurs entrent en grève, ne serait-ce que par solidarité, les dirigeants relâchieraient par deux fois avant de lâcher leurs chiens de garde sur les manifestants.

TCHAD

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS VOLE AU SECOURS DE SON POULAIN DEBY

Début janvier, des troupes armées, dont certaines se réclamant de l'ancien dictateur déchu Hissein Habré, ont tenté, sans succès, de reprendre le pouvoir en attaquant deux villes, Bol et Liwa, et en essayant d'entrer dans la capitale, N'Djaména.

Un des responsables de l'une de ces forces armées, pompeusement baptisée "Mouvement pour la Démocratie et le Développement", a déclaré que son organisation lutte pour l'instauration du "multipartisme et de la démocratie" au Tchad.

Voilà des partisans de l'ex-dictateur du Tchad qui parlent de démocratie et du multipartisme. Ce langage des dirigeants du MDD ne nous étonne pas; ils ne croient pas eux-mêmes à ce qu'ils disent, car c'est l'argent qui les pousse à raconter n'importe quoi.

Leur chef, Habré, roule sur l'or à Dakar avec l'argent qu'il a volé pendant des années des caisses de l'Etat tchadien. Pendant son règne, il n'a raté aucune occasion pour se remplir la caisse. Ainsi, à la dernière minute, quand il a compris que le pouvoir lui échappait pour de bon, il a convoqué à la hâte tous les responsables des entreprises publiques et privées, les chefs de service de l'Etat, pour leur dire que la situation n'était pas perdue et qu'il lui fallait urgemment de

l'argent pour acheter des armes afin de battre les rebelles.

Il a récolté ainsi une grosse somme; ensuite, il a fui, sur la pointe des pieds, pour le Cameroun avec ce magot et d'autres caisses d'argent. C'est avec tout cet argent-là qu'il a pu acheter des armes et les bons-hommes du MDD. Alors, de grâce, qu'on ne vienne pas nous parler d'une prétendue lutte pour la "démocratie et le multipartisme".

D'ailleurs, c'est la même chanson que nous chante Idriss Déby depuis son arrivée au pouvoir, il y a maintenant plus d'un an. Interrogé lors de l'entrée de ses troupes à N'Djaména, il avait promis l'instauration du multipartisme et de la démocratie au Tchad et ce, après avoir fait le procès de l'ancien régime, celui d'Hissein Habré.

Mais depuis lors, on attend toujours; il fait traîner les choses et s'en prend vivement aux opposants qui lui rappellent cette promesse. Sous des prétextes divers, il fait arrêter certains; il fait exécuter d'autres, en douce (dans ces cas, à N'Djaména, on parle de disparition).

Ces derniers jours, dans la capitale, sous prétexte d'arrêter les partisans de Habré qui auraient osé se solidariser avec ceux qui avaient attaqué Bol et Liwa, on a fait la chasse aux opposants, de diverses organisations. On parle de plus d'une

dizaine de morts dans la capitale et des centaines d'arrestations.



Finalement, cette attaque des partisans de Habré a échoué grâce, en grande partie, à l'envoi des troupes françaises venues en renfort à une armée tchadienne en pleine décomposition. Le rôle déterminant des troupes d'intervention françaises, qui ont participé au combat, a permis de reprendre les villes de Bol et Liwa et d'enrayer la menace qui pesait sur la capitale, N'Djaména.

Une fois de plus, le gouvernement français a volé au secours d'un dictateur menacé par des éléments rebelles; il a choisi cette fois de porter secours à Idriss Déby qu'il a aidé activement, il y a plus d'un an, à accéder au pouvoir en chassant Hissein Habré. Alors, que l'on ne vienne pas nous casser le tympan avec cette histoire à dormir debout, selon laquelle le gouvernement français est intervenu au Tchad pour "garantir la sécurité" des français résidant dans ce pays.

TCHAD CEUX QUI S'ASSEMBLENT SE RESSEMBLENT

Il n'y a pas longtemps, le Forum Démocratique, une organisation de l'opposition tchadienne, a tenu un meeting à Paris. Celui-ci avait pour but de faire le bilan de la situation politique au Tchad depuis un an, c'est-à-dire depuis l'arrivée du Mouvement Patriotique du Salut (MPS) au pouvoir, mais aussi de faire part des activités et des démarches du Forum Démocratique.

Dans leur texte d'intervention, les dirigeants du Forum ont brossé un tableau catastrophique de la situation au Tchad. Ils ont parlé des assassinats, des exactions et des emprisonnements dont les populations sont victimes dans ce pays. Ils ont aussi fait état de la vie difficile, du délabrement dans les écoles, les hôpitaux, les dispensaires etc...En conclusion, ils ont affirmé qu'en définitive rien n'a changé dans le pays, depuis la prise du pouvoir par le MPS. Habré est parti, mais la dictature est restée la même, souvent avec les mêmes hommes.

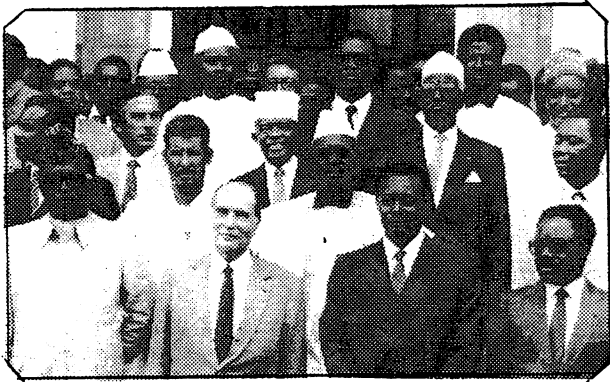
Ce bilan ne les a pas, cependant, empêchés de dire que leur but est de

chercher la paix et la démocratie par la voie du dialogue. Leur objectif, c'est la conférence nationale. Et c'est dans ce contexte, qu'après plusieurs démarches, ils avaient rencontré le dictateur Déby, lors de son dernier passage à Paris. Cette rencontre, selon eux, ne leur avait pas permis d'atteindre leur objectif à cause de la mauvaise volonté du dictateur qui ne se serait pas prêté au jeu d'une discussion franche et ouverte. Mais malgré tout, cette rencontre était, pour eux, la marque d'une reconnaissance de leur organisation par le dictateur Déby, ce dont ils étaient fiers, et qui les réconfortait dans leurs démarches en vue de la tenue d'une conférence nationale, seul moyen, selon eux, de résoudre les problèmes du Tchad.

Malgré tout ce qui s'est passé dans certains pays africains depuis ces deux dernières années, voici donc encore d'autres opposants bourgeois qui cherchent à tendre un piège aux populations ! C'est maintenant que les messieurs du Forum Démocratique font semblant de découvrir que Déby est un dictateur. Pourtant, dès le début, il était évident que, juste après sa

prise de pouvoir, même si Déby parlait de démocratie, de multipartisme, il ne le faisait que dans le but de tromper les gens. Il ne pourrait qu'instaurer une dictature aussi criminelle que celle de Habré parce qu'il avait appris à la bonne école, celle de l'ancien dictateur Habré lui-même dont il était pendant longtemps le chef d'état-major et surtout celle de l'impérialisme français qui a décidé de le porter au pouvoir à la place de Habré. Mais cela, les dirigeants du Forum refusaient de le voir. Pendant longtemps, ils prétaient foi aux déclarations de l'actuel dictateur et ont même envoyé une délégation à N'Djamena afin de discuter avec lui.

Quant à la mode du multipartisme en Afrique, aujourd'hui, il est clair que c'est l'impérialisme international, notamment français, qui l'impose.



Dans les pays d'Afrique Noire francophone, c'est la France qui demande aux différents dictateurs de ravalier la façade hideuse de leur régime sous forme de multipartisme. Le coup d'envoi de cette nouvelle politique de l'impérialisme français a été donné à la conférence de la Baule où Mitterrand a clairement fait savoir que dorénavant l'aide française à un pays africain donné serait conditionnée par le degré d'engagement de ce dernier dans le processus de l'instauration du multipartisme.

Si des gens comme les Mitterrand, les Bush et autres, ces mêmes gens qui, pendant des années, ont soutenu financièrement et imposé militairement nos dictateurs, tels que les Habré, Mobutu etc, parlent de démocratie, de multipartisme aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'ils ont

changé, qu'ils sont plus préoccupés par le sort de nos populations écrasées par la misère et la dictature. S'ils agissent ainsi, ils le font pour leurs propres intérêts. Nous sommes aujourd'hui dans une crise profonde, celle du système capitaliste mondial. En Afrique, cela se traduit par des conditions de vie de plus en plus difficiles des populations et par des explosions sociales, des grèves, des émeutes, des révoltes, comme celles dont différents pays africains sont le théâtre d'une façon presque continue ces dernières années.

Dans cette situation de crise profonde, nul ne sait ni ne peut dire où est-ce que tout cela peut conduire. Ces différentes explosions sociales qui secouent l'Afrique pourraient même déboucher sur une véritable situation révolutionnaire, incontrôlable, qui risquerait d'entraîner dans une dérive fatale tout le système capitaliste sur ce continent ou ailleurs. Et c'est pour éviter cela, pour désamorcer la colère des masses pauvres africaines, que Mitterrand et autres Bush imposent le multipartisme à nos dictateurs. Ce qu'ils veulent, c'est changer les vieilles dictatures, les vieux appareils du parti unique, ces appareils usés et vomis, par le multipartisme sans que la vie réelle ne change d'un iota. Ils savent, eux, que le multipartisme ne signifie ni démocratie, ni amélioration de la vie des populations. Il ne sert qu'à créer des illusions dans la tête des gens en leur faisant croire qu'il suffirait de voter pour changer leur situation. C'est ce qui se passe dans les pays comme le Sénégal, l'Inde, le Brésil où le multipartisme existe tout en cohabitant avec la dictature, la misère, les maladies, la corruption et toutes sortes d'injustices.

A l'instar de ce qui s'est passé au Benin, au Congo etc..., une conférence nationale tenue sous l'égide de Deby n'apporterait rien aux populations du Tchad, comme elle n'a rien apporté à celles des pays cités plus haut. Le fait qu'elle soit souveraine ou pas n'y changera rien, car elle ne sera rien d'autre qu'un rendez-vous au sommet de toute la racaille qui a dirigé le pays jusqu'alors, des Deby, bien sûr, mais aussi des Goukouni, des Kamougué et autres dirigeants des différents

tendances politiques et partis qui ont conduit le pays à la situation actuelle. Qu'il y ait quelques groupuscules ou individus, venant d'ici ou de là, avec quelques idées généreuses n'y fera rien non plus. Le pouvoir qui sortira d'une telle conférence nationale ne sera qu'une nouvelle dictature.

Quand on voit ce qui vient de se passer au Togo, mais surtout en Haïti où une bande de militaires criminels vient de faire un coup d'Etat, condamnant ainsi à l'exil un président élu par l'écrasante majorité de la population, il est évident qu'il ne suffit pas d'avoir quelques intentions, mêmes généreuses, pour que les choses changent. Demain, on pourra avoir au Tchad une nouvelle constitution, avec de nouvelles lois, mais cela ne suffira pas pour mettre fin au règne des bandes armées. Bien d'exemples en Afrique ou ailleurs montrent que ce ne sont pas les constitutions, les lois et les idées qui font marcher les choses. Nos bourgeois et leurs bandes armées savent de tradition que ce ne sont ni les vœux pieux ni les discours, ni les constitutions qui font changer les choses, mais le rapport de force. Bien des fois, nos militaires ont démontré que les constitutions n'ont que la valeur de simples papiers qu'ils froissent, piétinent pour imposer leur dictature à eux. Ainsi, demain, un Deby pourrait fort bien être battu aux élections, si jamais elles ont lieu, mais rien ne l'empêchera de ressortir de sa caserne pour reprendre le pouvoir et imposer sa dictature.

On ne change pas une situation comme celle du Tchad ou des autres pays africains par des intentions et des vœux pieux ou en faisant confiance à un individu, aussi providentiel soit-il, et moins encore par un simulacre de démocratie sous le contrôle des bandes armées. C'est par la force, leur force organisée, que les masses pauvres peuvent imposer leur changement, en disloquant l'armée et en s'en prenant à l'ordre des bourgeois. L'avenir, c'est la mobilisation de la population, c'est que les travailleurs, les pauvres en général soient organisés et se battent pour leur propre compte, sans rien attendre des politiciens "démocrates" qui ne peuvent que les tromper et les conduire à une impasse tragique, comme en Haïti.

S'il y a des gens, des étudiants, révoltés par le drame des populations du Tchad, eh bien ceux-là doivent mettre à profit la situation actuelle, le fait que des partis se créent, des journaux apparaissent, pour que les exploités se dotent d'une propre organisation à eux, contrôlée par eux et défendant les intérêts des pauvres. Ce n'est pas, comme le font les dirigeants du forum, en dialoguant, en se concertant avec des gens comme les Deby et autres qui, de toute façon, se moquent éperdument de ce que veulent nos populations qu'on peut changer quoi que ce soit pour les opprimés.

A N'Djaména, à Moundou, à Sarh, se trouvent concentrés des centaines de milliers de gens vivant dans des conditions inhumaines. Même s'ils n'en font pas la démonstration, ils constituent une force sociale colossale qui peut tout changer. Multipartisme ou pas, vu les conditions dans lesquelles vivent ces populations, tôt ou tard, comme d'autres ailleurs, elles aussi descendront un jour dans les rues pour chercher une issue à leur situation. Mais rien n'est automatique. L'explosion sociale, la colère des pauvres ne suffit pas à elle seule pour faire changer les choses. Si les pauvres ne sont pas organisés, n'ont pas leur propre parti, leur colère, leurs luttes peuvent être détournées et récupérées par d'autres exploités, imposant une nouvelle dictature.

C'est ce qui s'est passé au Tchad avec les Habré et autres Deby. C'est aussi ce qui se passe ailleurs, au Benin, au Zaïre, au Togo où, par le canal des conférences nationales, les Tschisekedi, les Koffigoh, les Soglo, tous, anciens ministres, responsables et amis des dictateurs, profitent et capitalisent à leur propre compte les grèves, les émeutes, les révoltes des pauvres qui ont fait reculer la dictature.

Mais non seulement la colère des pauvres peut être récupérée par d'autres profiteurs, pire, elle peut même être exploitée contre eux, s'ils ne sont pas organisés: plusieurs fois, pour prendre le pouvoir ou pour préserver ses privilèges, la bourgeoisie africaine a opposé les populations les unes contre les autres sur des bases ethniques, religieuses,

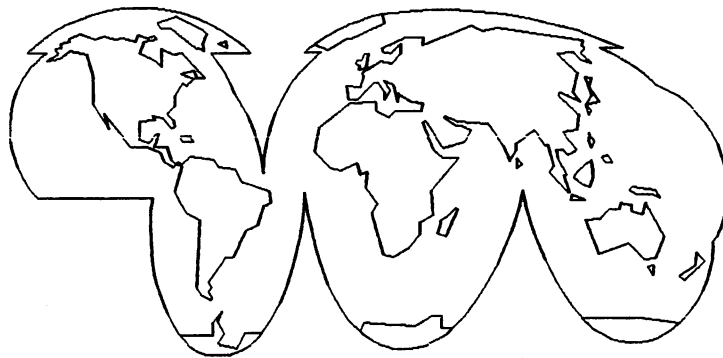
régionalistes etc...Le Tchad a déjà connu cela. Rien n'empêchera que le pays replonge demain dans les guerres ethniques si on n'offre pas aux populations pauvres des perspectives défendant leurs propres intérêts contre tous ceux qui ne cherchent qu'à les exploiter.

Pour ceux qui veulent que les choses changent réellement, la tâche, c'est de bâtir cette organisation révolutionnaire des populations pauvres du Tchad, au moins d'en bâtir la conscience, d'en jeter les germes. C'est comme ça et comme ça seulement que les pauvres pourront conquérir, de façon durable, les libertés nécessaires, mais aussi prendre le pouvoir un jour pour qu'il y ait, bien sûr, la démocratie la plus large possible, avec autant de partis et de syndicats que les gens voudront, mais surtout, pour qu'enfin, démocratiquement, les populations décident de ce qui va dans le sens de leurs intérêts

Mais ce choix n'est pas celui de ces messieurs du Forum Démocratique! Ces gens-là, ça ne les gêne pas de discuter, de dialoguer les avec Deby dont les hordes

armées pillent et assassinent quotidiennement les populations du Tchad. Mais, de ces populations pauvres, eh bien, ils ne veulent pas en entendre parler. Ça les dérange, ça les gêne. Et au fond, ce n'est pas un hasard: en réalité, même s'il sont dans des organisations différentes, même si certains sont au pouvoir et d'autres prétendent être dans l'opposition, ils appartiennent au même monde, celui de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie tchadiennes, et partagent tous le même mépris qu'ils ont des populations pauvres. Ils ne s'intéressent à celles-ci que comme force de manoeuvre dans leurs calculs mesquins pour atteindre leurs objectifs sordides et personnels. Ils ne veulent et ne voudront jamais que les populations pauvres s'organisent et se prennent en charge elles-mêmes parce que, au-delà de la situation des uns et des autres, ce qu'ils cherchent tous, c'est d'exploiter les masses et de vivre de leur sang comme des parasites. C'est pour cela que, même s'ils prétendent être dans l'opposition, les messieurs du Forum Démocratique préfèrent dialoguer et trouver un terrain d'entente avec les assassins des masses pauvres.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.